

Le 11 juillet dernier, des milliers de Cubains et Cubaines manifestaient dans plusieurs villes de l'île, affichant leur ras-le-bol face à la crise économique, les pénuries et l'impact de la pandémie dans un quotidien déjà très difficile, tandis que d'autres marchaient en criant « liberté ! ». L'ampleur des mobilisations a surpris les autorités cubaines, et, après une mobilisation pacifique, il y a eu de nombreuses échauffourées ainsi que des affrontements avec la police, aboutissant à des centaines d'arrestations (y compris de militant.e.s se réclamant publiquement du communisme[1]). Plusieurs témoignages croisés rapportent l'intervention de policiers en civil ou en uniforme, armés de bâtons, et par la suite des coups et de mauvais traitements contre certains manifestant.e.s ou de simples observateurs au sein de centres de détention (un des témoins et victime de ces abus est le jeune militant Leonardo Romero Negrín [2]).

Le président Miguel Díaz-Canel a immédiatement réagi sur ton martial, appelant les révolutionnaires au « combat » et à « reprendre la rue », tout en reconnaissant l'ampleur de la crise économique et une grande « confusion » chez certain.e.s Cubain.e.s y compris parmi les soutiens du gouvernement. L'accès à Internet a aussi été coupé durant plusieurs heures par l'exécutif. Díaz-Canel a également accusé Washington d'être à la manoeuvre dans ces événements, tout en dénonçant à quel point le blocus qui asphyxie l'île depuis 1962 explique l'ampleur des difficultés actuelles. Une crise d'ailleurs démultipliée par la pandémie et l'effondrement du tourisme mondial, première ressource du pays.

Le 13 juillet, le ministre des Affaires étrangères cubain, Bruno Rodriguez déclarait, en conférence de presse : « *Il n'y a pas eu une explosion sociale à Cuba. Il n'y en a pas eu en raison de la volonté de notre peuple et du soutien de notre peuple à la Révolution et à son gouvernement* ». Dans le même temps, la plupart des médias dominants internationaux ont sauté sur l'occasion pour dénoncer le castrisme avec un unanimité sans faille. On pourra noter au passage qu'ils étaient bien moins mobilisés pour s'insurger contre le terrorisme d'État qui s'abat sur la Colombie et son mouvement populaire depuis avril dernier, faisant des dizaines de mort.e.s et de disparu.e.s...

Depuis Miami, de nombreuses voix de l'exil cubain et de ses relais politiques – dont celle du maire de la ville, Francis Xavier Suarez, ultraconservateur – revendiquent désormais haut et fort une intervention « humanitaire » (et militaire) guidée par les Etats-Unis pour en finir avec la révolution cubaine, tandis que le hashtag « SosCuba » est intensément diffusé par ces mêmes secteurs sur les réseaux sociaux afin d'en appeler à l'insurrection.

Il est certain que l'embargo illégal et criminel que subit cette petite île des Caraïbes de la part de la première puissance militaro-industrielle de la planète est un élément clef des maux dont souffre la population cubaine, et ce alors que les sanctions viennent d'être réitérées par l'administration Biden. Une atteinte au droit international (ainsi que le souligne régulièrement l'ONU) et à la souveraineté dénoncées – à juste titre – par toutes les gauches anti-impérialistes de par le monde. Néanmoins, réduire les mobilisations du 11 juillet (qui rappellent sous plusieurs points celles du « Maleconazo » de 1994) à l'action de « mercenaires contrerévolutionnaires » (réellement existants) ou à des « actes de vandalisme », serait hautement problématique politiquement pour les anticapitalistes et les internationalistes[3].

C'est surtout s'empêcher de comprendre ce qui est véritablement à l'œuvre dans l'île et quelles sont les demandes non seulement socio-économiques, mais aussi de dialogue ouvert, d'autonomie de la société civile, de pluralisme réel, de réformes démocratiques et antibureaucratiques qui parcourent le pays, et en particulier les nouvelles générations, dans ce système politique de parti unique issu de la guerre froide et en place depuis des

décennies. La nouvelle constitution, adoptée en février 2019, n'a pas répondu à ces attentes, dans un contexte où n'existe plus de « leadership charismatique » tirant sa légitimité de la révolution de 1959, à commencer par celui de Fidel Castro (décédé en 2016).

Afin d'éclairer les lecteurs francophones de *Contretemps* et d'alimenter la réflexion collective, nous proposons ici quatre textes écrits, à chaud, qui permettent de penser Cuba dans sa complexité et au-delà des approches binaires, et ce à partir d'éclairages mais aussi d'orientations différentes.

Tout d'abord, cette [déclaration du comité éditorial du site web de *Comunistas*](#) qui revient sur les manifestations du 11 juillet que ses membres ont pu observer « en direct », certains ayant même été arrêtés par les autorités durant ces mobilisations. Il est notamment constaté que les « mots d'ordre socialistes étaient absents des manifestations », que les slogans étaient très composites, dénonçant aussi bien la situation économique que réclamant des libertés civiles, et reprenant parfois certains mots d'ordre emblématiques de Miami (comme « Patrie et Vie »). L'article établit également que la majorité des manifestant·es, très largement issues des classes populaires, n'était pas liée à de tels groupes contre-révolutionnaires et qu'elles paraissaient surtout motivées par les pénuries tragiques du quotidien, sur fond d'accroissement des inégalités. Le texte affirme néanmoins que « la majorité de la population continue à soutenir le gouvernement », un pouvoir à la légitimité pourtant « considérablement affaiblie ».

[Le texte de la philosophe et sociologue cubaine Alina Bárbara López Hernández](#), publié par le site *La Joven Cuba*, nous raconte ce qu'elle considère comme une véritable « explosion sociale », ses conditions objectives et subjectives, mais aussi l'incapacité du pouvoir en place à les comprendre et à y répondre. Sa réflexion fait écho à [celles du grand écrivain Leonardo Padura](#). L'auteur de *L'homme qui aimait les chiens* revendique son droit de penser et d'exprimer son opinion critique sur le pays où il vit, travaille et crée. Il voit dans les derniers événements un « cri de désespoir » du peuple et aussi « un signe alarmant des distances qui se sont élargies entre les sphères politiques dirigeantes et la rue ».

Enfin, l'article du militant marxiste brésilien [Valério Arcary](#), membre du PSOL, réaffirme quant à lui sa « [défense de Cuba](#) » et de sa révolution face aux velléités des États-Unis. Arcary, dans le journal *Esquerda Online*, met ainsi prioritairement l'accent sur la dénonciation des ingérences impérialistes, quoique sans « défendre de manière acritique les positions et les actions du gouvernement du Parti communiste ».

Franck Gaudichaud

À propos des manifestations du 11 juillet à Cuba

De façon quasi simultanée et avec plus ou moins d'intensité, Cuba a connu le 11 juillet une série d'explosions sociales qui ont touché au moins 6 des 14 provinces qui constituent le pays. Au cours des 62 années écoulées depuis la victoire de la Révolution sous la direction du commandant Fidel Castro, Cuba n'avait jamais connu une situation comparable.

Même si, dans un premier temps, les premières protestations ont eu un caractère pacifique, la quasi-totalité des manifestations se sont terminées dans des affrontements violents, provenant des deux côtés. Cette série de manifestations simultanées antigouvernementales n'a pas de précédent à Cuba sous le socialisme. C'est un facteur à prendre nécessairement en compte pour comprendre ces événements.

Il faut rappeler qu'à Cuba les dernières protestations massives, datant du 5 août 1994, connues depuis sous le nom de Maleconazo, avaient été contenues en quelques heures alors que Fidel Castro s'était rendu sur place. Une manifestation de 200 personnes scandant des mots d'ordre contre le gouvernement dans un lieu central était quelque chose d'inconcevable dans la société cubaine.

Pourtant, ne serait-ce qu'à la Havane, ce sont au moins 3 000 personnes qui ont défilé spontanément ce 11 juillet.

Les événements à la Havane

Les protestations, dont le détonateur a été la manifestation qui s'est produite dans la ville de San Antonio de los Baños, à 100 km à peine de la capitale, se sont rapidement étendues à la Havane. Peu après 15 h (heure locale), près de 200 personnes ont occupé un espace dans le centre-ville, le parc de la Fraternité, pour se rendre ensuite devant le Capitole (le siège officiel du Parlement).

Pendant la première heure de la protestation, la police n'a procédé qu'à des interpellations isolées, en permettant, au moins tacitement, que se déroule la manifestation. Elle a alors gagné un autre lieu dans le centre-ville, le parc Máximo Gómez, situé entre l'ambassade d'Espagne et le siège du bureau national de l'Union des jeunes communistes. Jusque-là, plus de 500 personnes s'étaient rassemblées de façon pacifique sur l'esplanade du parc, alors que se poursuivaient des interpellations ponctuelles.

Par la suite, un groupe d'une centaine de personnes, brandissant des drapeaux cubains et du Mouvement du 26 juillet, scandant des mots d'ordre socialistes et favorables au gouvernement, a gagné le parc Máximo Gómez. Simultanément, d'autres groupes liés au Parti communiste et à l'Union des jeunes communistes, ainsi que des cadets du ministère de l'Intérieur, ont investi le quartier.

De leur propre initiative les manifestants se sont dispersés et il semblait qu'à la Havane tout au moins, où les protestations avaient commencé, elles s'étaient terminées, et de façon pacifique. On a pourtant appris plus tard que le cortège s'était transformé en une grande manifestation qui parcourait des rues importantes de la Havane. Sur son parcours la manifestation de protestation était rejointe par de nombreuses personnes, de 2 000 à 3 000 – selon des sources non-officielles –, qui scandaient des mots d'ordre hostiles au gouvernement.

À un moment donné, les manifestants ont décidé de gagner la mythique place de la Révolution, où se trouvent les sièges de la Présidence, du Comité central du Parti communiste, du ministère de l'Intérieur, du ministère des Forces armées ainsi que les locaux des principaux journaux nationaux.

Aux abords de la place de la Révolution les manifestants ont été refoulés par les forces de

l'ordre et des groupes de civils pro-gouvernementaux, ce qui a conduit à des affrontements violents opposant les deux parties, qui se sont conclus par un nombre indéterminé de blessés et d'interpellations.

Parallèlement, dans la Calzada de 10 de Octubre, à la Havane, se sont produits des événements d'une grande violence avec deux voitures de police renversées. Par la suite ont été diffusées des vidéos montrant des actes de vandalisme graves tels que le caillassage d'un dispensaire pour enfants. La mort d'un manifestant, Diubis Laurencio Tejada, a été confirmée. À l'heure actuelle, on n'a pas connaissance d'autres décès liés aux manifestations.

Les violences ont été le fait aussi bien des manifestants que des groupes qui sont venus les agresser, tous armés principalement de pierres et de bâtons. On ne connaît pas le nombre de blessés de part et d'autre, pas plus que le nombre d'interpellations sur les lieux des événements, ni celles qui ont eu lieu postérieurement en lien avec les manifestations. Nous ne connaissons pas le nombre de personnes toujours détenues irrégulièrement depuis six jours.

Alors que les protestations se produisaient à la Havane, des faits similaires avaient lieu dans les villes de Bayamo, Manzanillo, Camagüey, Santiago de Cuba, Holguín, ainsi que dans des localités de moindre importance, qui ont également pris fin dans la violence, et dès le début pour certaines.

Origine et nature des protestations

Les protestations qui ont eu lieu à Cuba le 11 juillet ne peuvent se comprendre ni comme un affrontement entre contre-révolutionnaires et communistes, comme a voulu le faire croire le gouvernement ; ni comme un affrontement entre un peuple opprimé face et un régime dictatorial ; ni comme un affrontement entre la classe ouvrière révolutionnaire et une bureaucratie politiquement dégénérée.

Les protestations du 11 juillet ont en fait réuni simultanément ces trois dimensions : les organisations contre-révolutionnaires - financées par les États-Unis - s'en prenant violemment au Parti communiste ; des groupes d'intellectuels ressentant profondément les atteintes à leurs libertés publiques qu'impose la censure ; et la classe ouvrière exigeant du gouvernement des améliorations de ses conditions de vie. Néanmoins, même si cette dernière dimension était largement majoritaire, on ne peut pas expliquer ces manifestations en invoquant des masses socialistes politiquement conscientes exigeant davantage de socialisme à une bureaucratie ankylosée.

Nous pouvons caractériser les protestations du 11 juillet en neuf points essentiels.

1/ Dans leur grande majorité les manifestants n'étaient liés à aucune organisation contre-révolutionnaire, et les protestations n'étaient pas dirigées par des organisations contre-révolutionnaires

La principale cause des manifestations était le mécontentement face à la grave pénurie provoquée par la crise économique, les sanctions imposées par le gouvernement des États-Unis et la gouvernance critiquable et inefficace de la bureaucratie d'État. C'est un mécontentement qui tient à la carence d'aliments et de produits de base ; à l'existence des

magasins en monnaie librement convertible auxquels ne peuvent accéder que ceux qui ont des devises, et où se concentre une grande partie de l'offre des produits de base ; aux longues files d'attente pour acheter des aliments aussi élémentaires que le pain ; à la pénurie de médicaments ; aux restrictions visant les dépôts en banque de liquidités en dollars ; à la hausse des prix des services publics (à la Havane le tarif des transports en commun a augmenté de 500 %) ; à la réduction des services gratuits ; à une inflation galopante ; à la hausse du prix des produits de base ; aux incessantes coupures d'électricité... Tels sont les facteurs objectifs qui ont conduit à une situation propice à une explosion sociale.

N'oublions pas non plus que Cuba connaît sa plus grave crise économique depuis 30 ans. Il aurait fallu la venue de plus de 4 millions et demi de touristes et la stabilité des prix sur le marché international pour que le PIB croisse d'au moins 1 % en 2020. Mais Cuba n'a accueilli que le quart des touristes attendus, 1 million et demi, et l'économie mondiale est entrée en crise. La chute du nombre de touristes a provoqué la perte de quelque 3 milliards de dollars. Cuba importe près de 80 % des denrées alimentaires et y consacre 2 milliards de dollars. À part la Chine qui a bénéficié d'une faible reprise, tous les pays partenaires commerciaux de Cuba ont connu une récession économique.

Au mois de juin 2021 Cuba n'avait accueilli qu'à peine plus de 130 000 touristes. L'essentiel des réserves du pays ont été épuisées en 2020. Les dépenses liées à la prise en charge par l'État de la lutte contre le coronavirus ont lourdement pesé sur l'économie du pays. Il faut y ajouter les graves sanctions imposées par Trump que le président Biden n'a pas abrogées et qui ont encore aggravé les effets cumulés du blocus.

Mais ce ne sont pas les causes de la crise de l'économie cubaine qui importent aux travailleurs et à leurs familles quand ils se retrouvent devant leurs assiettes, et ce d'autant moins que la légitimité politique du gouvernement continue à se détériorer.

2/ La légitimité politique du gouvernement s'est considérablement affaiblie

Le discours politique officiel est loin d'être convaincant. Il ne touche pas la jeunesse. La propagande des organisations de jeunesse officielles lui reste étrangère. Le grand nombre de jeunes qui ont participé aux protestations en témoigne (sans qu'on puisse le chiffrer pour le moment). Au-delà, il y a l'impact du discrédit politique résultant d'années de crise et des erreurs accumulées globalement par l'administration gouvernementale. En outre, le gouvernement ne bénéficie plus aujourd'hui de la légitimité qu'avaient les dirigeants historiques de la Révolution. La coupure entre les dirigeants du pays et la classe ouvrière est chaque jour plus visible et met en cause des conditions de vie très inégalitaires.

3/ Les protestations ont pris naissance dans les quartiers ouvriers et socialement défavorisés

Les inégalités sociales sont un problème toujours plus présent dans la société cubaine. Pauvreté, baisse des aides sociales, précarité des politiques publiques et sociales, pénurie des aliments et des produits de base fournis par l'État, à quoi s'ajoute la dégradation des politiques culturelles, telles sont les caractéristiques dominantes dans les quartiers périphériques ou défavorisés. La conscience politique s'y affaiblit et la rigueur de la précarité et de la simple survie prend le dessus sur l'idéologie. Le discours politique, qui plus est, se développe très souvent sans faire la jonction avec les nécessités quotidiennes

des travailleurs. Pour les habitants des quartiers vulnérables plongés dans cette situation socio-économique, les dirigeants du pays ne sont vus que comme des gens qui bénéficient d'un niveau de vie élevé.

4/ Les protestations n'ont pas un caractère majoritaire

La majorité de la population continue à soutenir le gouvernement. Les manifestations ont effectivement reçu le soutien d'une partie des habitants des quartiers où les événements se sont produits, mais une partie importante de la population s'y est opposée et en a rejeté les revendications. Certes, les manifestations à la Havane ont réuni environ 5 000 personnes mais, objectivement, cela ne permet pas de dire qu'elles ont reçu un soutien majoritaire.

Malgré le discrédit politique qui affecte le gouvernement, il bénéficie toujours du capital politique de la Révolution et du prestige de Fidel Castro et il règne toujours en maître sur l'imaginaire socialiste. Ce sont ces éléments qui lui permettent dans une large mesure de bénéficier d'une considérable légitimité dans la majorité de la population.

5/ Les mots d'ordre des manifestants n'étaient pas des revendications socialistes

Les mots d'ordre scandés principalement dans les manifestations étaient « la Patrie et la Vie », « Liberté » et des injures visant le président Miguel Díaz-Canel. « La Patrie et la Vie » est un mot d'ordre dérivé d'une chanson clairement de droite dont l'opposition vivant à Miami fait la promotion. Les autres revendications concernaient les libertés publiques, ce qui n'en fait pas pour autant des revendications à caractère socialiste.

Outre les protestations contre la censure et l'exigence de davantage de libertés publiques, le mot d'ordre « À bas la dictature » est revendiqué et capitalisé par la droite cubaine et la contre-révolution. Des membres de notre comité éditorial ont rencontré des manifestants qui n'étaient pas contre Fidel Castro ni contre le socialisme, mais qui étaient là pour réclamer de meilleures conditions de vie. Mais ces points de vue différents n'étaient pas explicites dans les manifestations.

6/ Un groupe minoritaire d'intellectuels s'est engagé dans les protestations

Regroupés pour l'essentiel dans le mouvement du 27 N, ces intellectuels réclamaient des libertés publiques en particulier dans le domaine de la création et de l'expression. Mais ces revendications n'étaient pas au centre des protestations. C'est dû, dans une grande mesure, au fait que les revendications des intellectuels dissidents ne répondent pas aux attentes de la majorité de la population qui exige avant tout une amélioration de ses conditions de vie.

7/ Le lumpenproletariat y a joué un rôle significatif

Des groupes appartenant au lumpenproletariat ont joué un rôle important en se livrant à des actes de vandalisme et de saccage qui ont affecté le cours initialement pacifique des manifestations à la Havane.

8/ Il est de plus en plus évident que la propagande contre-révolutionnaire a tenu un rôle organisateur dans les protestations

Même si ce n'est pas le principal facteur qui a provoqué ces manifestations, il est indéniable qu'une campagne de droite massive a été organisée à partir des États-Unis sur les réseaux sociaux, avec l'objectif clair de renverser le gouvernement. Cette campagne a eu un impact notable dans un important secteur de la population. Il faut avoir en tête que 4,4 millions de Cubains ont accès aux réseaux sociaux via leurs téléphones portables.

9/ La fin des manifestations a été marquée par des violences

À la Havane, à part quelques faits isolés, la manifestation partie du centre-ville s'est d'abord déroulée pacifiquement. Elle a ensuite dégénéré en un grave affrontement avec les forces de police et des personnes favorables au gouvernement quand les manifestants ont voulu se rendre sur la place de la Révolution, où se trouvent les sièges du Comité central du Parti communiste, du gouvernement, du ministère de l'Intérieur, du ministère des Forces armées révolutionnaires ainsi que les locaux des principaux journaux nationaux.

Les affrontements violents ont été le fait des deux camps et ont provoqué des blessures graves parmi les civils. Des groupes violents se sont de leur côté livrés à des actes de vandalisme et ont attaqué avec des bâtons et des pierres les militants communistes et les sympathisants du gouvernement.

Pourquoi notre camarade Frank García Hernández, membre de notre comité éditorial, a-t-il été arrêté ?

Notre camarade Frank García Hernández se rendait chez une amie avec qui il se trouvait dès le début des manifestations quand il s'est trouvé par hasard là où se sont produits les affrontements violents près de la place de la Révolution, alors que ces affrontements venaient de prendre fin. Notre camarade Frank avait assisté à la manifestation dès le début, mais en sa qualité de militant du Parti communiste. C'est quand Frank et son amie ont pensé que les manifestants étaient en train de quitter le parc Máximo Gómez (vers 18 h), qu'ils ont décidé de se rendre chez elle. Elle habite à 200 m à peine de l'endroit où se sont produits les affrontements opposant les manifestants et les forces de police qui cherchaient à empêcher l'accès des manifestants à la place de la Révolution.

D'après notre camarade, alors qu'ils arrivaient à l'angle des rues Ayestarán et Aranguren, ils ont entendu des tirs en l'air. Ils se sont retrouvés au sein d'un groupe favorable au gouvernement qui était accompagné par des forces de police. C'est alors qu'il a rencontré par hasard Maykel González, directeur de la revue *Tremenda Nota* qui défend les droits des LGBTIQ, une publication qui a reproduit les textes de *Comunistas*. Maykel González avait participé à la manifestation, dès le début, et jusqu'aux affrontements violents opposant les deux groupes, en s'associant aux manifestants mais sans se livrer à aucun acte de violence.

Alors que les manifestations prenaient fin, un officier de police a arrêté Maykel González en l'accusant à tort d'avoir jeté des pierres contre les forces de l'ordre. Frank, toujours présent, a alors essayé, calmement, en sa qualité de militant du Parti communiste, d'obtenir que l'officier renonce à arrêter Maykel. C'est dans ces conditions qu'il a lui-même

été arrêté. Le policier l'a accusé de s'être livré à des actes de violence et d'avoir fait partie des manifestants. Les autorités ont reconnu par la suite la fausseté de ces accusations.

L'arrestation s'est produite aux environs de 19 h. Ils ont tous deux été conduits au commissariat de police le plus proche. Par la suite, à 1 h 30 du matin, Frank a été transféré dans un autre centre de détention où les faits ont été rapidement éclaircis et où il a été reconnu qu'il n'avait pas participé à des actions violentes et qu'il ne faisait pas non plus partie du groupe hostile aux manifestants. Frank et Maykel ont été libérés lundi 12 juillet vers 20 h. Frank témoigne qu'il n'a subi AUCUN mauvais traitement, ni aucune forme de torture, pendant sa détention qui a duré un peu plus de 24 heures.

Actuellement, il n'est pas assigné à résidence, mais il est soumis à une mesure préventive qui limite ses possibilités de déplacement à ses activités professionnelles et à des rendez-vous médicaux. Il n'est pas tenu de rendre compte quotidiennement de ses déplacements aux autorités policières. Ces dispositions font partie de la procédure légale suivie jusqu'à ce que soit reconnue officiellement sa non-participation à des actes de violence et à la manifestation.

La rédaction de *Comunistas* exprime sa reconnaissance devant la puissante vague de solidarité internationale organisée pour exiger la libération de Frank García Hernández. Nous rendrons compte prochainement de cette campagne internationaliste en témoignant de notre gratitude aux personnes et aux organisations qui se sont mobilisées pour obtenir la libération de notre camarade.

Nous tenons à souligner que lors des manifestations aucun autre membre de notre comité éditorial, aucun collaborateur ou sympathisant de notre publication n'a été arrêté. Pour autant, invoquant ne serait-ce que des considérations élémentaires de justice révolutionnaire, nous tenons à réclamer la libération immédiate des autres personnes détenues lors des manifestations du 11 juillet, sous réserve qu'elles n'aient pas commis d'actes qui aient pu mettre en danger la vie d'autres personnes.

Post-scriptum

Au moment où nous publions cette déclaration, nous prenons connaissance des appels à manifester lancés à la fois par le gouvernement et par l'opposition. Les deux parties auraient appelé à se rassembler au même endroit à la Havane, un lieu connu sous le nom de la Piragua.

Nous dénonçons ces deux appels que nous considérons irresponsables, compte tenu de la gravité de la situation sanitaire due au coronavirus, avec 6 000 contaminations par jour. Nous condamnons avec plus de force encore tout acte de violence éventuel qui se produirait lors d'affrontements entre les deux parties.

Traduit de l'espagnol (Cuba) para Robert March

Source :

<https://www.comunistascuba.org/2021/07/acerca-de-las-protestas-en-cuba-del-11.html>

Notes

[1] Voir à propos des manifestations la déclaration du site web « Comunistas », également disponible en français dans notre dossier :

<https://www.comunistascuba.org/2021/07/acerca-de-las-protestas-en-cuba-del-11.html>

[2] Lire son témoignage ainsi que la demande de mise en place d'une commission de vérité sur le site de *La Joven Cuba* : <https://jovencuba.com/abusos-manifestantes>.

[3] Lire ici l'intéressante réflexion du militant étatsunien Dan La Botz sur « quelle devrait être la position des socialistes sur Cuba » :

<https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/160721/quelle-devrait-etre-la-position-des-socialistes-sur-cuba-aujourd-hui-dan-la-botz>